laTrompette

Donald Trump salue ses partisans lors d'un rassemblement de la campagne présidentielle dans le Dakota du Sud. [ANDREW CABALLERO-REYNOLDS/AFP VIA GETTY IMAGES]

La guerre en 2024

Des millions d'Américains veulent que Donald Trump revienne à la Maison Blanche. Certaines élites de gauche sont prêtes à brûler le système pour les en empêcher.

- Stephen Flurry
- 06/05/2024

Plus tard dans l'année, conformément à la Constitution, les États-Unis tiendront leurs prochaines élections. La guerre pour la présidence est sur le point de devenir inévitable, à l'échelle nationale.

Un grand nombre d'Américains déclarent ouvertement que l'élection de 2020 a été volée, et des dizaines de millions de personnes veulent réélire le Président Donald Trump.

Mais les gauchistes radicaux des grands médias, des cabinets de juges, des bureaux de procureurs, de l'aile Ouest de la Maison-Blanche et du quartier de Kalorama tentent d'empêcher ces personnes de voir même le nom « Donald J. Trump » sur un bulletin de vote.

Ils sont prêts à tout. Ils s'abaisseront à n'importe quel niveau, contreviendront à n'importe quelle norme, saliront n'importe quelle réputation, commettront n'importe quelle injustice, contourneront n'importe quelle règle, diront n'importe quel mensonge et enfreindront n'importe quelle loi—y compris la Constitution des États-Unis d'Amérique. Ils commettront une *trahison.* En fait, ils l'ont déjà fait. Ainsi ils ne reculeront donc pas maintenant : 2024 signifie une guerre politique et juridique totale.

PT_FR

Les médias du régime déploient leur myriade de budgets, de reportages, d'invitations à des interviews, de montages vidéo, d'angles de caméra, d'accords de publication, d'accords publicitaires, de promotions, de rétrogradations, de charmeurs, de cracheurs de feu et d'autres intellectuels de plateau pour faire paraître monstrueux l'homme qui veut « rendre l'Amérique grande à nouveau ». Mais les sondages, les caucus et les chiffres de participation aux rassemblements montrent tous que, si les Américains sont autorisés à exercer leur seul et unique moyen direct de contrôler leur gouvernement et à voter pour les représentants de leur choix, *ils choisiront Donald Trump.*

Désespérés, les gauchistes ont recours à des stratégies plus drastiques. Certains ont même évoqué l'idée d'un assassinat. Cependant, à moins d'un meurtre pur et simple, la tactique qu'ils mettent le plus en avant à l'heure actuelle est celle d'une *guerre juridique* visant à lui interdire toute possibilité d'exercer ses fonctions.

La guerre juridique radicale

La guerre judiciaire contre le Président Trump est vraiment sans précédent. Il a été mis en accusation à deux reprises—une fois pour avoir tenté de dénoncer la corruption de la famille Biden en Ukraine (ce dont de nombreuses preuves ont démontré la véracité), et une autre fois pour avoir tenté de dénoncer le vol de l'élection présidentielle de 2020 (ce dont de nombreuses preuves ont démontré la véracité).

Après plus de 234 ans d'histoire présidentielle américaine sans aucune inculpation pour crime, les procureurs radicaux ont inculpé le président Trump de quatre actes de ce type en cinq mois l'année dernière, l'accusant formellement de pas moins de 91 crimes et programmant des dates de procès pour le milieu de la campagne présidentielle. À la demande de certains procureurs de district, des grands jurys de New York, de Floride et de Géorgie l'ont inculpé pour avoir financé sa campagne en payant une actrice pornographique pour un accord de non-divulgation, pour avoir possédé des documents classifiés dans sa résidence de Mar-a-Lago après avoir quitté la Maison Blanche, et pour avoir contesté les résultats de l'élection de 2020 en Géorgie.

Outre les théories juridiques inventées et les autres faiblesses de ces affaires, il apparaît que les personnes qui en sont à l'origine sont immorales et corrompues. En Georgie, la procureure du comté de Fulton, Fani Willis, est accusée d'avoir commis l'adultère avec un procureur spécial du comté de Fulton qui lui aurait payé de somptueuses escapades en utilisant les honoraires qu'il a reçus du régime Biden—et qu'il a cachés au tribunal lors de son divorce avec sa femme, une mère au foyer depuis 20 ans. En plus de cela, et c'est le plus important, ces poursuites semblent se dérouler en collusion avec la Maison Blanche. Selon Fox News, Willis et la procureure générale de New York, Letitia James, se sont toutes deux rendues à la Maison Blanche, apparemment pour coordonner leur ciblage de Trump avec l'homme qui lui a volé sa présidence.

L'animateur de *Fox News*, Jesse Watters, a déclaré : « C'est presque comme si Biden dirigeait les poursuites contre Trump depuis la Maison Blanche. » C'est un bon choix de mots—non pas parce qu'il ne s'agit pas tout à fait de collusion, mais parce que ce n'est pas tout à fait *Biden* qui s'en charge.

L'homme qui dirige les poursuites contre Trump n'est pas le politicien de carrière corrompu de 81 ans qui a fait campagne devant des foules minuscules depuis son sous-sol en 2020, qui prend souvent des vacances et qui souffre de défaillances mentales. L'homme qui dirige les poursuites contre Trump, et tout le reste de ce régime, est le même homme qui a transformé en arme l'Agence centrale du renseignement, le Bureau fédéral d'enquête, et l'Agence nationale de la sécurité contre les Américains, leurs représentants et le candidat Trump ; c'est l'homme qui a dirigé des réunions visant à cibler Trump dans le bureau ovale juste avant de lui céder la présidence. L'homme qui dirige tout cela vit toujours à 11 minutes en voiture, au milieu de dizaines d'ambassades, de missions et de résidences d'ambassadeurs, avec des élites gauchistes de haut niveau qui vont et viennent depuis sa résidence. Il opère un coup d'État permanent contre le peuple des États-Unis d'Amérique et ses représentants dûment élus.

Son nom est Barack Obama.

Si le fait d'entraver et de calomnier Donald Trump par des procès à motivation politique ne l'arrête toujours pas, lui et ses millions de partisans, alors Obama et son dispositif tâcheront à le rendre *légalement inéligible* vis-à-vis de ses électeurs.

La Cour suprême du Colorado a tiré le premier grand coup de feu dans cette poursuite politique. En décembre 2023, les juges du Colorado ont statué que l'intrusion dans le Capitole et l'émeute du 6 janvier 2021 constituaient une insurrection et que le Président Trump était coupable de l'avoir incité, ce qui lui interdisait d'exercer des fonctions fédérales en vertu du 14e amendement. Quelques jours plus tard, et avec le même raisonnement, le secrétaire d'État du Maine a unilatéralement retiré Trump du scrutin des primaires présidentielles de cet État.

Les démocrates dans les médias, la politique, les bureaux des procureurs et les salles d'audience ont qualifié le Président Trump de « menace pour la démocratie » qui doit être empêché d'exercer ses fonctions—non pas par la volonté du peuple, mais par la volonté de certains procureurs et juges. Aussi incroyable que cela puisse paraître, les électeurs des États-Unis d'Amérique sont potentiellement en train de se voir présenter une liste de candidats présidentiels triés sur le volet par les élites de Washington, D.C. S'ils réussissent, la « transformation fondamentale » de l'Amérique promise depuis longtemps par Obama sera achevée. La plus grande république constitutionnelle du monde sera devenue une dictature autoritaire.

Complot de trahison

La plus grave de ces accusations est le troisième acte d'accusation du procureur spécial Jack Smith. Le 1er août 2023, Smith a convaincu un grand jury de Washington d'inculper Trump pour avoir tenté de retarder la certification de l'élection présidentielle de 2020 en incitant à la violence lors des manifestations du 6 janvier 2021 au Capitole.

Il n'y a aucune preuve que Trump ait fait cela—parce qu'il ne l'a pas fait. Après avoir échoué à obtenir une audience devant la Cour suprême ou tout autre tribunal, le Président Trump voulait et avait besoin que ces manifestants se rendent au Capitole pour « encourager nos courageux sénateurs et membres du Congrès » et « faire entendre pacifiquement et patriotiquement vos voix » parce que sa dernière chance d'arrêter l'usurpation de la présidence était que les membres du Congrès se réunissent, présentent des preuves et débattent. Les actions suspectes qui ont précédé les violences, la manière dont celles-ci ont commencé, le calme général de la plupart des manifestants, le refus des autorités de diffuser des preuves vidéo et le fait que tout cela ait *empêché* le Congrès de débattre de la fraude électorale sous les yeux de millions de personnes montrent que l'aspect du 6 janvier 2021 qui a impliqué des *violences* n'a profité qu'aux *démocrates radicaux*.

Mais Smith ne se concentre pas tant sur les faits du 6 janvier que sur la perspective d'interdire « légalement » au Président Trump d'exercer ses fonctions en vertu du 14e amendement. Il a juste besoin que quelques personnes bien placées soient d'accord pour dire que Trump a été impliqué dans « l'insurrection ou la rébellion » contre les États-Unis ou qu'il a donné « aide ou réconfort aux ennemis de ces derniers ». Des millions d'électeurs américains n'auront alors plus le choix.

Pour des radicaux comme Smith, cette éventualité est fascinante. Les accusations portées par Smith sont programmées de manière à entraver, voire à mettre fin à sa campagne présidentielle. Le Président Trump clame non seulement son innocence, mais aussi son « immunité » pour les actes qu'il a commis pendant qu'il était à la Maison-Blanche. Ces affirmations ne dissuadent pas Smith. Sa mission n'est pas de faire respecter la loi, mais plutôt d'aider le procureur général Merrick Garland ; le patron de Garland, Joe Biden, et le patron de Biden, Barack Obama, à écarter *Trump du scrutin*.

En décembre, la Cour a accepté de réexaminer rapidement la demande d'immunité présidentielle de Trump afin que Smith puisse poursuivre ses poursuites, en utilisant l'échec de la demande d'immunité pour renforcer son élan. Mais certains démocrates radicaux craignent que l'implication de la Cour suprême dans cette affaire ne profite en fin de compte à Trump si les juges conservateurs se rangent de son côté.

Cour suprême

Le 13 décembre 2023, la Cour a accepté d'entendre une affaire portée par Joseph Fischer, un manifestant du 6 janvier qui affirme n'avoir pénétré que brièvement dans le Capitole, mais qui a tout de même été accusé d'obstruction à une procédure du Congrès. Fischer a fait valoir que la loi qu'il est censé avoir violée a été adoptée à la suite de l'effondrement d'*Enron* et qu'elle était destinée à s'appliquer à la falsification de preuves qui entrave une procédure officielle. Smith cite cette loi dans deux des quatre chefs d'accusation qu'il a retenus contre le Président Trump.

Le juge du district des États-Unis Carl Nichols a d'abord rejeté l'affaire contre Fischer, mais la cour d'appel du circuit du district de Columbia a annulé la décision du tribunal de première instance. Fischer a donc fait appel devant la Cour suprême.

Smith souhaite que la Cour suprême saute la procédure d'appel normale et se prononce rapidement afin que son procès pour l'insurrection du 6 janvier puisse commencer avant le début des primaires du *Super Tuesday* du Parti républicain (une autre indication qu'il est plus préoccupé par la poursuite du principal rival de Biden que par l'administration d'une véritable justice). Cependant, une décision défavorable dans l'affaire Fischer pourrait limiter les accusations que Smith peut porter contre Trump. Les démocrates vont déjà jusqu'à exiger que le juge Clarence Thomas se récuse dans cette affaire parce qu'ils craignent qu'il n'applique la Constitution.

La décision de la Cour suprême de se saisir de l'affaire a retardé la possibilité pour Smith d'engager des poursuites pour les quatre chefs d'accusation retenus dans l'acte d'accusation. Si la Cour décide que Trump bénéficie de l'immunité judiciaire ou que les manifestants du 6 janvier qui se sont introduits dans l'enceinte du Capitole ne peuvent être accusés d'avoir empêché « la présence ou le témoignage d'une personne dans une procédure officielle », comme l'ont fait les auditeurs d'*Enron* en 2002, le Président Trump sera débarrassé au moins de cette tentative d'empêcher les électeurs d'inscrire son nom sur le bulletin de vote. Mais l'affaire *Fischer v. the United States* pourrait devenir le début d'une enquête bien plus importante sur le 6 janvier 2021 et les irrégularités électorales du 3 novembre 2020.

Avant l'élection présidentielle de 2020, mon père, le rédacteur en chef de la *Trompette,* Gerald Flurry, a affirmé que la Bible prophétise le rôle de Donald Trump, que certaines prophéties à son sujet ne se sont pas encore réalisées, que la présidence lui revient de droit et qu'*il sera président*. L'imposition de Joe Biden nous a tous surpris, mais tout au long de cette période tumultueuse et de toutes les péripéties, mon père a été certain que Donald Trump *est* le président légitime et qu'il *retrouvera* ce pouvoir. Et il a précisé que la « cour du royaume » allait probablement faciliter cela. Ainsi vous devez donc comprendre la « cour du royaume » pour comprendre la guerre politique contre Trump.

La cour du royaume

« Je ne sais pas, mais je pense que la Cour suprême va devoir se prononcer sur cette élection un jour ou l'autre », a écrit mon père le 9 novembre 2020. « Le fait que la juge [Amy Coney] Barrett soit présente à ce moment-là augmente les chances que la loi soit défendue ! Et cela ferait toute la différence pour le président. […] J'aurais tendance à *penser* que c'est la façon dont Dieu va résoudre ce problème, mais Il a peut-être d'autres idées. »

Mon père a fondé son analyse sur un passage de l'Écriture, Amos 7 : 13, où un sacrificateur malveillant dit au prophète Amos : « mais ne prophétise plus à Béthel, car c'est le sanctuaire du roi et la maison du royaume » (version Darby).

Dans son article « La Cour suprême des États-Unis est-elle dans la prophétie biblique ? », il explique que l'expression « sanctuaire du roi » indique un mouvement religieux qui est plus personnellement loyal au roi qu'à l'homme que Dieu utilise pour avertir la nation. Bien que le Président Trump ne soit pas particulièrement religieux, les chrétiens évangéliques américains le considèrent comme leur seul espoir de ralentir ou d'arrêter les horribles maux qui affligent l'Amérique. Ils le soutiennent donc fermement.

L'expression « la maison du royaume » serait mieux traduite par « la cour du royaume » et fait référence à une « entité non religieuse » qui soutient le roi. Mon père se base sur cette prophétie et d'autres, y compris 2 Rois 14 : 26-28, pour montrer que ce dirigeant—qui est au pouvoir pendant les derniers jours de la superpuissance descendant de l'ancien Israël—est Donald Trump. La cour du royaume qui le soutient est la Cour suprême des États-Unis.

Le Congrès a clos le débat et certifié l'élection de Joe Biden en 2020 à 3 h 44 du matin le 7 janvier 2021. Il n'existe pas de procédure constitutionnelle établie pour annuler la certification d'une élection au Congrès, même si une usurpation est découverte. La Cour suprême devrait donc se prononcer sur ce qu'il convient de faire dans une telle circonstance. La *Trompette* s'attend toujours à ce que le vol de l'élection de 2020 soit pleinement révélé, que le pouvoir de Barack Obama et de Joe Biden diminue et que Donald Trump revienne à la présidence. Continuez donc à surveiller la Cour suprême.

La Cour a d'abord manqué de courage face au vol des élections, à la tyrannie du gouvernement et à d'autres problèmes, mais son rôle est loin d'être négligeable. De nombreux juges doivent se rendre compte que l'Amérique ne sera plus du tout une république démocratique si des procureurs comme Smith peuvent interdire à quelqu'un de se présenter aux élections parce que quelques-uns de ses partisans ont pénétré dans l'enceinte du Capitole, dont ils ignoraient qu'elle était fermée au public. La Cour suprême pourrait être impliquée dans la détermination de la survie de l'Amérique en tant que république—ou de sa survie tout court.

Amos décrit cette période comme celle où Dieu « ne passera plus par-dessus lui ». Comme l'a dit mon père, Dieu donnera en effet à cette nation une dernière chance de se repentir des horribles péchés qui nous ont conduits à un endroit aussi horrible de notre histoire. Et Il va le faire spécifiquement par l'intermédiaire du Président Donald Trump.